

Provisoire

10 juillet 2013

Original: français

Conseil économique et social

Session de fond de 2013

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique provisoire de la 21^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 4 juillet 2013, à 15 heures

Président(e): M. Osario(Colombie)

Sommaire

Débat thématique: la contribution du Conseil économique et social à la mise au point du programme de développement pour l'après-2015 en sa qualité de principal organe chargé, pour les questions touchant au développement économique et social, de l'examen des politiques, de la concertation et de l'élaboration de recommandations, et chargé également du suivi des progrès escomptés dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (*suite*)

Table ronde II: «Suivi du programme de développement pour l'après-2015»

Débat interactif

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Débat thématique: la contribution du Conseil économique et social à la mise au point du programme de développement pour l'après-2015 en sa qualité de principal organe chargé, pour les questions touchant au développement économique et social, de l'examen des politiques, de la concertation et de l'élaboration de recommandations, et chargé également du suivi des progrès escomptés dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (suite)

Table ronde II: «Suivi du programme de développement pour l'après-2015»

Le Président invite M. Steven, Directeur adjoint du Centre de la coopération internationale de l'Université de New York (États-Unis d'Amérique), à animer le débat thématique.

M. Getahun (Éthiopie) dit que le Conseil aura un rôle catalyseur dans l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et dans la redéfinition du partenariat mondial pour le développement, qui doit constituer l'une de ses grandes priorités. Dans cette perspective, le Conseil doit garder à l'esprit les considérations qui suivent. Premièrement, il convient de prévoir, dans le cadre d'un partenariat mondial renoué, des modalités harmonisées de fourniture de l'aide au développement, ainsi que des mécanismes de responsabilisation efficaces. Ce partenariat devrait être axé sur le financement, le commerce, l'allégement de la dette, la science et la technologie. Deuxièmement, il importe au plus haut point de mettre en place des conditions économiques et financières favorables au développement durable pour tous. Troisièmement, ce partenariat mondial devrait s'appuyer largement sur l'aide publique au développement (APD). Il importe, à cet égard, que les pays donateurs respectent leur engagement de consacrer 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB) au développement. Quatrièmement, les modalités de fourniture de l'APD, les principes sur lesquels elle repose et les conditions dont elle est assortie doivent être revus. Le Conseil doit veiller, en particulier, à ce que des conditions supplémentaires ne soient pas imposées aux pays en développement. Cinquièmement, le Conseil devrait faire en sorte que les principes qui régissent la coopération Sud-Sud soient intégrés dans ce partenariat mondial et pris en compte dans le cadre de la coopération Nord-Sud. Ces principes sont l'alignement sur les priorités locales, la réalisation rapide des projets et la non-imposition de conditions. Sixièmement, ce partenariat mondial renoué devrait viser à assurer une plus grande cohérence des politiques de développement, la stabilité économique et une gouvernance mondiale plus équitable. Il devrait en outre donner une plus grande marge d'action aux pays en développement. Septièmement, le Conseil doit s'employer à intégrer l'ensemble des engagements dans un cadre unique afin d'alléger la charge que représente pour les pays l'établissement de rapports pour chacun des engagements et d'éviter l'impression de confusion qui découle des multiples conclusions de ces rapports. Huitièmement, les partenariats noués devraient mettre l'accent sur la complémentarité et le partage des connaissances et de l'information. Enfin, le Conseil devrait continuer de promouvoir la pleine mise en œuvre des engagements pris par la communauté internationale.

M. McArthur (Institut mondial Fung & Institution Brookings) dit que la communauté internationale doit établir lucidement les priorités d'affectation de l'APD, déterminer dans quels secteurs des sources complémentaires de financement seront nécessaires et faire preuve de créativité dans la recherche de ces sources.

M^{me} Fischler (Catholic Fund for Overseas Development – CAFOD) estime que les entreprises, eu égard au rôle croissant qu'elles jouent dans les projets liés au développement, doivent devenir des acteurs plus responsables et être tenues de rendre

compte de leurs activités en toute transparence, notamment des incidences sociales et environnementales de celles-ci.

M. Dahinden (Suisse) dit que les États Membres de l'ONU ont opté, en matière de développement durable, pour un modèle institutionnel hybride, dans le cadre duquel le Forum politique de haut niveau fournit des orientations et des recommandations et assure un suivi des progrès accomplis, tandis que le Conseil reste le principal organe chargé de la mise en œuvre des activités opérationnelles de développement. Chacun s'accorde à reconnaître la nécessité de renforcer le Conseil pour lui permettre de jouer son rôle de coordination au sein du système des Nations Unies et d'assurer l'intégration harmonieuse des trois piliers du développement durable, à savoir les piliers économique, environnemental et social. Dans cette optique, et s'agissant du rôle qu'aura le Conseil dans le suivi de la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, la Suisse estime qu'il convient de retenir deux considérations. D'une part, il importe de commencer par s'entendre sur une vision commune de ce que l'on souhaite accomplir grâce au nouveau cadre de développement et de fixer des objectifs communs. D'autre part, le système des Nations Unies dans son ensemble et toutes les entités qui le constituent étant appelés à jouer un rôle essentiel dans la concrétisation de cette vision commune, il importe d'éviter les doubles emplois et de définir les fonctions des divers organes concernés avant de déterminer les modalités de leur action. Aussi, il conviendrait de fixer les objectifs du programme de développement pour l'après-2015 avant de débattre de la réforme du Conseil. Par ailleurs, celui-ci jouera un rôle de premier plan dans le suivi de la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement de l'ONU et de la réalisation des objectifs fixés et devra veiller à ce que le système opérationnel de l'ONU fonctionne aussi efficacement que possible. Or pour assurer le bon fonctionnement de ce système, il serait judicieux d'associer les institutions spécialisées des Nations Unies au processus de réforme, y compris celles qui ne sont pas officiellement concernées par l'examen quadriennal complet.

M. Getahun (Éthiopie) dit que les États Membres doivent être les principaux acteurs des activités de coordination menées par le Conseil.

M^{me} Fischler (CAFOD) propose que le Conseil renforce la Commission de statistique et appuie ses travaux aux niveaux international, régional et national car, pour donner corps à la vision commune qui sera définie, il sera indispensable de disposer de données pertinentes.

M. McArthur (Institut mondial Fung & Institution Brookings) dit que bien que de grands progrès aient été accomplis en ce sens, la communauté internationale ne dispose pas d'un système mondial de développement axé sur des objectifs, dans le cadre duquel ces mêmes objectifs régissent la conception de l'institution chargée de leur réalisation. Dans les faits, bon nombre d'institutions ne sont pas conçues pour atteindre les objectifs qui leur sont assignés. En dernière analyse, le plus grand problème structurel qui se pose est le manque d'adéquation entre les ressources allouées et les objectifs fixés. Très peu de pays ont conçu une stratégie suffisamment ambitieuse pour atteindre les objectifs fixés sur le plan international, tandis que les institutions du système international de développement ne se sont pas véritablement employées à repérer les lacunes de chaque pays en matière de financement et à y remédier. Il conviendrait de fixer des échéances de cinq ans pour chaque engagement, qu'il soit de nature financière, institutionnelle ou autre, et de procéder à des contrôles à chaque étape. En outre, les institutions multilatérales devraient être soumises à des évaluations régulières, domaine dans lequel le Conseil pourrait jouer un rôle prépondérant. Il convient par ailleurs de garder à l'esprit que les objectifs que l'on envisage de fixer pour l'après-2015 sont de trois ordres. D'une part, les objectifs que l'on pourrait qualifier d'universels et d'absolus, qui portent sur le respect de normes minimales communes à l'humanité tout entière. D'autre part, les objectifs propres à chaque pays.

Il sera probablement nécessaire, à cet égard, d'établir un ensemble de priorités communes desquelles découleront ces objectifs. Le Conseil pourrait accompagner ce processus, tandis que les institutions régionales de l'ONU pourraient jouer un rôle dans l'organisation d'examen par des pairs des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. Le dernier type d'objectif que l'on envisage de poursuivre sont des objectifs communs, qui concernent essentiellement l'environnement, et qui sont ceux que l'on est le plus loin d'avoir réalisés.

M^{me} Fischler (CAFOD) dit que pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs communs et nationaux, il y aurait lieu de mettre au point des indicateurs communs, seul moyen de pouvoir faire des comparaisons entre pays, régions et secteurs.

M. Dahinden (Suisse) doute qu'il soit possible de modéliser la réalité, de la représenter dans un système pour ensuite tenter de la modifier selon des modalités planifiées d'avance. S'il importe certes de fixer de grands objectifs, le système mis en place doit être ouvert et souple.

M. McArthur (Institut mondial Fung & Institution Brookings) dit que dans de nombreux cas, on ne s'est jamais véritablement soucié de savoir si les stratégies adoptées et les moyens mobilisés étaient véritablement adaptés à la poursuite de l'objectif visé. En matière de financement, par exemple, il n'a pas été fait de projections pour déterminer si les moyens mobilisés permettraient véritablement de réaliser les ambitions exprimées. Si l'on ne peut certes pas tout prévoir et calculer à l'avance, il y aurait lieu de tirer les enseignements voulus de l'expérience acquise pour rendre les instruments utilisés plus à même de remplir leur office.

M. Getahun (Éthiopie) dit qu'il importe de continuer de s'employer à trouver des sources de financement innovantes et de renforcer et d'appuyer les partenariats tels que l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, qui a permis de sauver de nombreuses vies.

M^{me} Fischler (CAFOD), en ce qui concerne le rôle des différentes parties prenantes dans le contexte de l'après-2015, dit que le secteur privé doit être pris en compte davantage sous l'angle des petites entreprises et des microentreprises, qui représentent 90 % des emplois dans les pays pauvres, et doivent faire l'objet de programmes mieux financés. S'agissant des milieux universitaires, l'intérêt des plus défavorisés doit être une priorité; des modalités comme la recherche participative s'avèrent très prometteuses pour mesurer la réalité de la pauvreté sur le terrain. La société civile gagnerait à un processus d'accréditation plus rapide et ouvert, et à une participation renforcée aux processus des Nations Unies, y compris au stade de la prise de décisions; les ressources du Bureau de liaison avec les organisations non gouvernementales pourraient être augmentées.

M. McArthur (Institut mondial Fung & Institution Brookings) dit qu'un examen des publications influentes sur dix ans à partir de mars 2002 révèle que si les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont mentionnés plus de 1 000 fois dans les revues de santé et de médecine, ils le sont moins de 10 fois dans les revues économiques, et à peine davantage dans les revues d'économie du développement. Le Conseil économique et social pourrait, à l'avenir, relayer davantage le débat théorique et en particulier la contribution des économistes.

M. Dahinden (Suisse) souligne le rôle important de la société civile, qui ne se limite pas à la critique mais contribue à la réflexion des gouvernements et les aide à améliorer leurs résultats. Ce rôle doit être reconnu dans le futur cadre de développement.

M^{me} Saeed Alsaleh (Ligue des États arabes) souligne l'importance du Conseil économique et social en tant que mécanisme de coordination qui tienne compte des priorités et des particularités des différentes régions, tout en assurant une certaine cohésion.

La région arabe a organisé des forums sur les rôles de la société civile et du secteur privé dans le développement et en ce qui concerne l'aide humanitaire et les secours en cas de catastrophe. En outre, comme l'ont montré les événements récents dans les pays arabes où des populations manifestent pour le changement, il importe que la dimension de la gouvernance figure dans le cadre futur des objectifs de développement.

M. Rudischhauser (Commission européenne) dit que le renforcement du Conseil économique et social doit permettre une meilleure synergie avec le Forum politique de haut niveau pour le développement durable. Le cadre pour l'après-2015 doit, selon l'Union européenne, intégrer de manière cohérente et globale l'élimination de la pauvreté et le développement durable. Le nouveau partenariat mondial de l'après-2015 doit reposer sur la solidarité, la coopération et la responsabilité de tous les acteurs. Les nouveaux enjeux appellent des mécanismes d'examen et de suivi renforcés et la Commission européenne juge positives les propositions du Secrétaire général en ce sens. Sur le plan du financement, ce que l'on appelle «pays en développement» recouvre des réalités très différentes, et il importe, dans le cadre d'un partenariat véritablement mondial, que les pays plus prospères assument leur part de responsabilité de l'aide aux pays les plus pauvres. En outre, l'aide publique au développement doit privilégier les pays où elle est le plus nécessaire, c'est-à-dire les pays à faible revenu.

M. Olaniran (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO) évoque les résultats de la consultation thématique mondiale sur l'après-2015 consacrée à la lutte contre la faim, à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le processus préparatoire de cette consultation a associé des acteurs de tous horizons. La consultation a souligné que l'action menée pour lutter contre la faim et la pauvreté en milieu rural par une agriculture et des systèmes alimentaires durables pouvait avoir des effets très importants sur l'économie, la croissance équitable, la réduction des inégalités, le développement social et la protection de l'environnement. Les participants ont également pris acte de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, principale instance internationale et intergouvernementale pour les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, et approuvé un certain nombre de principes stratégiques et directeurs proposés par le Comité pour divers aspects de ces questions. Le Comité a aussi contribué à la prise en compte de l'agriculture dans le débat sur les changements climatiques. L'intégration transversale des grandes questions est un aspect important en vue du programme de développement de l'après-2015.

Débat interactif

M^{me} Mxakato-Diseko (Afrique du Sud) dit que la réalisation des objectifs du Millénaire d'ici à 2015 reste une des principales priorités de développement pour les deux années à venir. Tout en saluant les initiatives en cours sur l'avancement du cadre des Nations Unies relatif au développement pour l'après-2015, la délégation sud-africaine appelle l'attention sur les efforts nécessaires à la réalisation des OMD dans le temps restant, et compte sur le Conseil pour que l'on ne perde pas de vue les priorités de développement immédiates des pays en développement et du système des Nations Unies. Il importe aussi de garder à l'esprit, dans le débat sur l'après-2015, les objectifs de développement déjà adoptés par l'ONU, dont les OMD, les autres objectifs de développement convenus au plan international et les documents finals des grandes réunions et conférences au sommet. Enfin, l'Afrique du Sud souhaite que le cadre de l'après-2015 renforce les initiatives régionales existantes, notamment le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

M. Asayesh (Iran) dit que les objectifs qui succéderont aux OMD ne doivent pas seulement déterminer des buts, mais aussi les moyens de les atteindre. Le processus d'élaboration doit être participatif et relever des États membres. Pour établir un cadre mondial propice au développement durable, il convient d'examiner la façon d'améliorer et

de réformer le système économique et financier mondial actuel, eu égard en particulier à la crise financière mondiale et à ses incidences sur le développement. La marge d'action accordée aux pays en développement constitue un autre aspect essentiel. Le rôle de l'État développementaliste est fondamental pour atteindre les objectifs de développement; un secteur privé responsable peut en compléter l'action et l'aider à atteindre ces objectifs.

M^{me} Padilla Rodríguez (Mexique) dit que le programme de développement pour l'après-2015 doit être universel, doté d'un groupe unique d'objectifs et articulé autour des trois dimensions du développement durable. La question des inégalités doit être au cœur du programme, et celle des migrations internationales, sous l'angle des droits des migrants, doit y figurer en bonne place. Le Conseil doit demeurer l'organe principal pour l'intégration et le suivi du programme pour l'après-2015. La délégation mexicaine soulève la question des mesures concrètes propres à garantir la prise de décisions bénéficiant du financement voulu et reposant sur la base scientifique requise.

M. Vasiliev (Fédération de Russie) dit que le programme de développement pour l'après-2015 doit être bien structuré du point de vue socioéconomique et intégrer la notion de développement durable. L'une des tâches principales, à savoir déterminer des priorités en nombre raisonnable, n'est pas aisée compte tenu des préférences dont chaque pays fait état. Pour sa part, la Fédération de Russie est attachée aux objectifs du transport durable et de la lutte contre les maladies contagieuses. Il est plus compliqué encore de s'entendre sur les indicateurs, et la délégation russe compte à cet égard sur le soutien des institutions du système des Nations Unies, dotées de l'expérience, des compétences et des informations voulues.

M^{me} Bibalou (Gabon) se réjouit de l'appel vibrant lancé, au cours de la session, aux dirigeants du monde, tendant à ce qu'ils réaffirment sans réserve les engagements pris et leurs responsabilités au regard de l'aide publique au développement mais aussi de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il s'agit de passer des intentions à l'action, de mettre l'accent sur le renforcement des partenariats. Compte tenu du caractère universel des objectifs du développement durable, il reviendra à chaque pays de choisir les cibles qui correspondent à ses priorités nationales. La délégation gabonaise salue la création du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, et s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Belgique sur la question du rôle du Conseil économique et social.

M. Oguntuyi (Nigéria) juge prioritaires les objectifs de l'élimination de la pauvreté et de la faim et de l'amélioration de l'assainissement dans le programme de développement de l'après-2015. De par sa dimension interdisciplinaire et son approche intersectorielle, le Conseil économique et social est le mieux placé pour coordonner et suivre les activités menées dans le cadre de ce programme.

M. Grande (Union internationale des télécommunications – UIT) fait observer que la disponibilité et l'accessibilité des technologies de l'information et des télécommunications, et tout particulièrement de la téléphonie mobile et du haut débit, contribuent à mieux intégrer les populations marginalisées dans une économie mondiale fondée sur l'information et les connaissances. L'UIT engage vivement le Conseil à inscrire les technologies de l'information et de la communication en bonne place dans le programme de développement pour l'après-2015.

M^{me} Fischler (CAFOD) dit qu'il est très important de se donner les moyens de déterminer les priorités des personnes qui sont les ultimes bénéficiaires du programme, et de donner une assise scientifique aux mesures mises en place. Elle appelle l'attention sur la solidarité, fondement d'un multilatéralisme efficace.

M. McArthur (Institut mondial Fung & Institution Brookings) envisage deux façons de procéder pour la suite, à savoir arrêter des objectifs environnementaux mondiaux, en débutant par une analyse scientifique et en procédant à des évaluations par la suite, ou

bien opter pour une approche plus expérimentale, dans laquelle cinq thèmes seraient retenus. Il serait rendu compte indépendamment des progrès accomplis, et des objectifs raisonnables à atteindre seraient fixés. Il est capital de disposer d'un véritable mécanisme de retour d'information sur les évaluations. M. McArthur appelle l'attention sur la nécessité de célébrer comme il se doit le fait que le Royaume-Uni – premier pays membre du Groupe des Sept à respecter l'engagement pris – doit atteindre à la fin de l'année l'objectif de 0,7 % de son PIB consacré à l'aide publique au développement, démontrant ainsi aux détracteurs qu'en prenant les décisions politiques appropriées et en menant les consultations voulues auprès de la population, il est possible d'y parvenir. M. McArthur conclut en faisant observer qu'il y a lieu de tenir compte de ce que le public a comme priorités, et de s'assurer le soutien voulu des autorités financières nationales.

M. Getahun (Éthiopie) insiste sur la nécessité de combler le fossé numérique. Il rappelle à la communauté internationale qu'elle doit respecter les engagements pris, et lutter contre l'extrême pauvreté, à travers les politiques nationales mais aussi via l'aide apportée au plan international sous forme de financements. Le Conseil a un rôle capital à jouer à cet égard, en garantissant la coordination et la cohésion des efforts et en veillant à la disponibilité et à la prévisibilité des financements.

M. Dahinden (Suisse) déplore que les faits scientifiques ne soient pas structurés de façon à faciliter l'élaboration de politiques et le changement de comportements. Il serait bon de se pencher sur les moyens de mieux exploiter les connaissances scientifiques et l'innovation pour progresser. Se félicitant de la convergence de vues qui ressort des débats, il estime important que, d'ici à 2015, les discussions se poursuivent avec la même sincérité que celle affichée jusque-là.

M. Steven (Animateur) appelle l'attention sur l'ampleur de la tâche qui attend le Conseil. Les objectifs de développement durable sont autrement plus complexes à mettre au point et à tenir que les objectifs du Millénaire pour le développement, et les stratégies à mettre en œuvre sont très diverses, mais surtout le Conseil doit se montrer à la hauteur en offrant une vision pour l'avenir et en veillant à ce que cette vision soit bien mise en œuvre.

La séance est suspendue à 17 h 35; elle est reprise à 17 h 50.

Le Président annonce que le débat de haut niveau est suspendu dans l'attente d'un accord sur le texte de la déclaration ministérielle.

La séance est levée à 17 h 55.